



DÉCLARATION DE LA DIRECTION CONFÉDÉRALE

Pas une voix du monde du travail pour l'extrême droite ! Le progrès social comme seul objectif

Les réalités de la vie des travailleuses et travailleurs de ce pays, des jeunes, des privé.e.s d'emploi, des retraité.e.s, ont émergé difficilement dans un débat politique qui a tourné en boucle autour des thèmes imposés par l'extrême droite. La vie chère, les luttes et les mobilisations ont permis de parler salaires, pensions, emplois, conditions de travail. La première préoccupation de la population est de savoir comment remplir le réfrigérateur, faire le plein de la voiture, trouver ou garder un emploi, se projeter vers l'avenir, malgré la précarité et les conditions de travail difficiles.

Le taux d'abstention de 26 % du premier tour des élections présidentielles est inquiétant et révélateur de la difficulté pour une part importante de la population de penser que la vie quotidienne pourrait s'améliorer grâce à cette élection.

La situation est grave, en France ; l'extrême droite est aux portes de l'Élysée.

Le gouvernement et le président sortant portent une lourde responsabilité sur la perte de sens du débat politique et la banalisation des idées d'extrême droite. Le mépris du président, des ministres et des élus de l'actuelle majorité, pour la population de ce pays, s'est manifesté tout au long du quinquennat, dans les paroles comme dans les actes.

Il est de notre responsabilité de dire que la politique de régression sociale, en soutien permanent du patronat, menée durant ce quinquennat comme ceux qui l'ont précédé, porte en conscience la responsabilité de la montée de l'extrême droite. Malgré les applaudissements et les discours pompeux, le gouvernement a poursuivi la destruction des services publics alors que ceux-ci sont indispensables pour assurer l'égalité d'accès de toutes et tous à la santé, à l'éducation, à la culture. Ils ont systématiquement défendu les intérêts des plus riches plutôt que le bien commun et la lutte contre le réchauffement climatique.

Ne pas répondre aux légitimes exigences sociales des salarié.e.s d'augmenter les salaires comme les pensions ou encore s'entêter à maintenir le projet de retraites à 65 ans serait lourd de conséquence.

Surfant sur les divisions et la désespérance sociale, l'extrême droite, à travers le score de la candidate Le Pen mais aussi de Zemmour et de Dupont-Aignan, a cumulé au 1^{er} tour à plus de 32% des suffrages exprimés.

La CGT réaffirme que ces partis et leur programme vont à l'encontre de l'intérêt du monde du travail. Au cours de l'histoire comme aujourd'hui dans de nombreux pays, les dirigeants se réclamant de cette idéologie, à l'image de Poutine, Bolsonaro, Orbàn, suppriment les libertés syndicales et démocratiques, cassent les garanties sociales, divisent les travailleurs et les travailleuses, brisent les solidarités. Partout dans le monde, l'extrême droite, en focalisant son programme sur de fausses explications de la crise, exonère le patronat et les vrais responsables en trompant la légitime colère sociale de la population. L'extrême droite raciste, antisémite et xénophobe, est toujours la pire ennemie des travailleurs, des grèves et des syndicats. Toujours discriminante, c'est aussi l'ennemie des droits des femmes, des LGBT, de toutes les libertés démocratiques et de la paix. Leur proposition de mise en place de la préférence nationale, renommée priorité nationale, instaurerait un régime de discrimination systémique dans le pays. L'histoire le montre, il y a une différence de nature entre les partis républicains qui accèdent au pouvoir et le cèdent et l'extrême droite qui, une fois arrivée au pouvoir, le confisque.

À l'opposé, la CGT porte une histoire de luttes contre l'extrême droite et des valeurs universelles de solidarité, de fraternité, d'égalité entre les salariés, par-delà leur statut, leur origine, leur nationalité, leurs opinions philosophiques ou religieuses. La CGT n'est pas propriétaire des voix de ses syndiqué.e.s. Notre organisation est indépendante mais pas neutre, elle porte une histoire et des valeurs collectives opposées de celles de l'extrême droite. Pas une voix du monde du travail pour l'extrême droite, elle doit être combattue partout.

Avant comme après les élections, la CGT s'opposera aux reculs sociaux et construira avec les travailleurs et les travailleuses les luttes nécessaires à la défense de leurs intérêts. D'ores et déjà, pour nos salaires, nos retraites et nos emplois, la CGT appelle l'ensemble des salarié.e.s et des organisations syndicales à faire du 1^{er}-Mai une journée de mobilisation unitaire exceptionnelle pour porter ces revendications, une journée de rassemblement pour les droits des travailleurs et des travailleuses, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Montreuil, le 12 avril 2022